

Termes de Référence

Séminaire de concertation sur l'extension de l'éducation de Base en Afrique

« De la Politique à l'action »

Contexte Justification

1. A moins de cinq ans de l'échéance de 2015, le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009, révèle que les chances d'atteindre les objectifs fixés sont faibles. Les indicateurs de l'éducation au niveau mondial sont préoccupants, et plus particulièrement en Afrique Subsaharienne.
 - Si les tendances actuelles se maintiennent, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et 71 millions d'adolescents ne seront toujours pas scolarisés en 2015 dont plus de la moitié en Afrique. Les filles représentent encore 54 % des enfants non scolarisés et déscolarisés (et les filles ont beaucoup moins de chances que les garçons d'intégrer un jour le système scolaire).
 - Peu de progrès ont été réalisés pour réduire le nombre d'adultes analphabètes, qui sont aujourd'hui 759 millions d'adultes dont deux tiers de femmes.
 - La malnutrition infantile reste une barrière majeure à la progression de l'éducation : 178 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans sont concernés par la nécessité du développement de la petite enfance ; et les chiffres ne cessent d'augmenter.
 - Les jeunes qui sortent de l'école primaire sans savoir ni lire ni écrire sont encore bien trop nombreux. Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, 40 % des jeunes adultes ayant fréquenté l'école primaire pendant cinq ans, ne savent ni lire ni écrire et n'ont pas les compétences de base minimales.

Par ailleurs, le rapport précise que la réalité est parfois pire que l'image reflétée par les statistiques nationales. Les résultats des études menées au sein des ménages montrent que les registres scolaires gonflent d'environ 30 % le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont effectivement scolarisés.

2. Malgré les réformes des systèmes éducatifs, ces chiffres accablants suscitent de nombreuses interrogations telles que :
 - Quels sont les forces et limites de nos systèmes éducatifs africains ?
 - Qu'en est t-il du morcellement de l'éducation ? du choix dans les priorités ? de la pertinence dans les offres d'éducation ? du concept d'éducation de Base ?
 - Qu'en est-il de la pertinence des contenus d'apprentissages
 - L'éducation, répond-elle aux besoins des populations ? Est-elle culturellement adaptée et flexible?
 - Qu'en est-il de la langue d'apprentissage ? est-elle une barrière ?
 - En termes de durée, le cycle primaire est-il suffisant ? le cadre curriculaire offre-il des opportunités pour tous les types d'apprenants ? répond-il à un profil type d'apprenant ? quel est le type d'homme et de femme à former ?

3. La plupart des pays de l'UEMOA ont adopté des lois d'orientation prévoyant une éducation de base de 8, 9 ou 10 ans. Toutefois, la traduction de ces dispositions en actions concrètes semble encore loin d'être acquise. Or, en analysant les résultats du rapport mondial de suivi de l'éducation 2010, il apparaît que les pays de l'UEMOA occupent les 15 dernières places, sur 129 pays dont les données sont disponibles dans l'Indice de Développement de l'Education. Ceci démontre le paradoxe entre les choix politiques, les efforts pour l'accès à la scolarisation primaire universelle et la corrélation avec les rendements des systèmes éducatifs. Si l'on sait que les pays de l'UEMOA sont essentiellement en voie de développement et par conséquent ont besoin de stratégies novatrices pour s'inscrire dans la dynamique de l'atteinte des objectifs de l'EPT et des OMD, on peut s'entendre sur l'urgence de revisiter le concept d'éducation, en se concentrant davantage sur l'éducation de base. Par ailleurs, dans un contexte de rareté des ressources accentué par la crise financière mondiale, quelles sont les fenêtres d'espoir pour faire du droit à une éducation de qualité pour tous, une réalité ? La réforme/refonte de nos systèmes éducatifs s'impose pour répondre aux défis du développement socio-économique, aux besoins de l'Afrique en quête d'une intégration régionale à travers le puissant levier que constitue l'éducation.
4. C'est dans ce contexte que l'UNESCO BREDIA en collaboration avec les bureaux UNESCO des Clusters de Bamako et de Accra et le Bureau International pour l'Education (BIE), prévoit d'organiser un séminaire de concertation avec les pays de l'UEMOA, afin d'échanger sur les voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une éducation de base ininterrompue sur 9 à 10 ans pour assurer un bon départ dans la vie.

II. Objectifs

Le Séminaire a pour but de réunir les responsables du programme sectoriel, de l'éducation de Base, les responsables du curriculum, les responsables de la formation des maîtres, des personnes ressources spécialisées dans le domaine de la qualité de l'éducation, de l'évaluation des systèmes éducatifs et des acquis scolaires, des partenaires techniques et financiers et des élus locaux, pour échanger sur les voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'extension de l'éducation de base ; établir un parallèle et des échanges avec des groupes de pays ayant expérimenté cette réforme ; définir des points d'entrées pour chacun des pays ainsi que des feuilles de routes et définir les modalités d'appuis et accompagnements techniques nécessaires.

III. Résultats

- un document de stratégie d'opérationnalisation du BEAP dans les pays de l'UEMOA est stabilisé
- des feuilles de route pays et points d'entrée, pour un accompagnement dans la réforme du BEAP est établie
- une équipe de personnes ressources est mise en place
- un institut francophone comme pôle d'expertise, pour la formation des formateurs, le développement curriculaire est identifié

IV. Stratégie

Réunir des spécialistes de l'éducation clés, responsables de l'éducation de base, en séminaire de ¾ jours, pour échanger autour de la vision étendue de l'éducation de Base.

4.1 Format du Séminaire

Le séminaire alternera des sessions plénières, des travaux de groupes des panels et des espaces de dialogues. Il s'enrichira d'interventions/communications de personnes ressources, institutions spécialisées etc....

4.2 Préparation des documents

Un format sera préparé pour la présentation des rapports pays. Ces participants viendront avec un document sur la situation de l'éducation de base dans leur pays, la loi d'orientation et plan sectoriel de l'éducation (S'ils en ont un) ; présenteront rapidement leur vision, les défis opportunités et expériences dans la réforme de leurs systèmes éducatifs respectifs.

Des représentants de pays ayant déjà mis en œuvre le BEAP, ainsi que de pays ayant sollicité un appui, seront également conviés et invités à présenter leur expérience

Des experts dans le domaine de réforme des systèmes éducatifs seront invités à partager leurs points de vue et partant de situations concrètes, proposer un schéma et des critères pour s'engager et réussir une telle réforme.

L'UNESCO BREDa travaillera sur les documents pays, le compilera et élaborera des fiches et profils pays, qui seront partagés et validés lors de la concertation. Ce travail servira de base d'organisation des sessions de présentation de l'état d'avancement des pays en matière de réforme de l'éducation de Base.

4.3 Profil de participants :

Chacun des pays de l'UEMOA sera représenté par une délégation de 3 personnes, désignées par le Ministère en charge de l'éducation de Base. Cette équipe devra être dirigée par le secrétaire général du ministère et comprendre obligatoirement le coordonnateur du programme sectoriel.

4.4 Partage d'expérience

Il s'organisera en deux temps :

- *Les pays ayant mis en œuvre le BEAP*, pour tirer les leçons apprises, les forces et faiblesses afin de réaliser des économies d'échelle ;

- *Les pays qui ne sont pas dans le processus*, mais qui ont manifesté leur volonté d'aller vers un cycle d'éducation de base rallongé, pour identifier les points d'entrée et mesurer la faisabilité du BEAP.

4.5 Participants

- Ministère de l'éducation nationale
- Responsable de la planification de l'éducation
- Responsable du curriculum
- Responsable des institutions/structures de la formation des maîtres
- Parlementaires de la commission éducation ;
- Partenaires techniques et financiers, membres de la coordination des bailleurs et chefs de file éducation
- Agences des Nations Unies
- Réseaux régionaux actifs en éducation
- ONG/OSC